

## LUTTE ANTITERRORISTE

## Fin de l'opération d'Errich

**Le dispositif militaire installé depuis le 17 mai dernier et renforcé depuis par des milliers de militaires, a été levé ce dimanche, a-t-on appris, hier, de sources sécuritaires sûres.**

Pour rappel, cette opération supervisée par le chef d'état-major de la 1<sup>re</sup> RM en personne, le général Hadid Nordine, s'est soldée par l'élimination de onze terroristes et la capture d'un douzième, tous des anciens du GSPC et d'Aqmi, et qui s'apprêtaient, selon des informations fiables, à rallier la phalange Jund al Khalifa et à proclamer la reconstitution de la branche Algérie de Daesh, ou wilayate Al Djazaïr, après sa décapitation par l'Armée nationale populaire en mai 2015 à Ferkious et l'élimination de 25 de ses membres.

Cela étant, outre la mise hors d'état de nuire de 12 terroristes, lors de cette opération, l'armée a

réussi à récupérer un lot important d'armes de guerre, des pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, des fusils mitrailleurs de type RPK, des fusils semi-automatiques de type Semenov, ainsi que des munitions et des bombes de fabrication artisanale, etc.

D'ailleurs, dans son dernier communiqué publié dimanche, le ministère de la Défense nationale faisait état de la découverte et la destruction d'un atelier de fabrication artisanale ; un atelier qui était, comme nous l'avions rapporté dans l'une de nos précédentes éditions, pourvu d'énergie électrique à travers un câble caché sous terre et relié à



Photo : DR

Le lieu où ont été éliminés les terroristes.

un poulailler situé à la lisière de cette forêt.

Par ailleurs, et concernant le

sort des trois terroristes supposés être toujours encerclés dans les lieux, nos sources indiquent

que ceux-ci avaient réussi à s'enfuir, lors de l'accrochage de mardi dernier qui s'était soldé, rappelons-le, par l'élimination de trois terroristes qui s'ajoutent aux neuf autres déjà mis hors d'état de nuire depuis le début de l'opération alors que pour les femmes et enfants dont la présence avait été signalée par des sources sûres, le mystère reste entier.

Hier, lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons remarqué l'ouverture de plusieurs pistes par les bulls au niveau de cette forêt mais aucune trace de militaires.

D'après les riverains, les lieux resteront pour longtemps désertés par crainte de mines que ces terroristes éliminés auraient installées pour protéger leur périmètre.

H. M.

## AMENDEMENT DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

## Vers une baisse de la population carcérale ?

**Les amendements introduits au code de procédure pénale, notamment en ce qui concerne la comparution immédiate, l'ordonnance pénale et l'application du système de médiation entré en vigueur en janvier dernier, auront des conséquences directes sur la population carcérale. C'est ce que nous a déclaré le ministre de la Justice en marge du vote par les parlementaires des projets portant utilisation des TIC et de l'ADN dans le domaine de la lutte contre la criminalité.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - S'exprimant en exclusivité au *Soir d'Algérie*, le ministre de la Justice et garde des Sceaux a déclaré «qu'à moyen terme, les nouvelles dispositions introduites dans le code de procédure pénale auront des conséquences importantes sur la population carcérale».

Selon Tayeb Louh, à moyen terme, le nombre de la population carcérale connaîtra une diminution importante. A ce propos, il a tenu à rappeler que le nombre de mandats de dépôt a baissé de 54% au cours des derniers mois.

Cette baisse s'explique, dira-t-il, par les derniers amendements introduits au code de procédure pénale notamment en ce qui concerne la comparution immédiate, l'ordonnance pénale et l'application du système de médiation entré en vigueur en janvier dernier.

Lors de sa précédente intervention devant les parlementaires de la Chambre haute, le ministre de la Justice avait déclaré que «l'examen des procédures relatives au flagrant délit et à la comparution immédiate par le juge d'instruction au lieu du procureur de la République a permis de réduire le nombre de mandats de dépôt de 54% au cours des derniers mois».

Il a souligné à ce propos que l'application du système de médiation introduit par les amendements du code de procédure pénale a permis de réduire le nombre d'affaires portées devant les tribunaux, précisant



Photo : Samir Sid

L'Algérie est à la 30<sup>e</sup> place du classement mondial des populations carcérales.

que 30% des affaires ont été réglées par des ordonnances pénales et par le système de médiation entre les

justiciables. Il a rappelé que l'Algérie avait été classée à la 30<sup>e</sup> place du classement mondial des populations

carcérales, publié par le Centre international d'études pénitentiaires (ICPR), un centre de recherche à l'Université de l'Essex (Royaume-Uni).

Cette onzième édition du classement a été publiée par l'ICPR sur des données remontant à fin octobre 2015. Selon le rapport de l'ICPR, l'Algérie comptait 60 220 détenus au 31 décembre 2015. Par rapport à la population algérienne estimée à 37,25 millions d'habitants, cela représente un taux de 162 détenus pour 100 000 habitants.

Par rapport à ses voisins du Maghreb, l'Algérie fait mieux que le Maroc, qui se classe 20<sup>e</sup> avec 76 000 prisonniers et un taux de 222 prisonniers pour 100 000 habitants.

L'Algérie fait aussi mieux que la Tunisie, qui se classe certes 57<sup>e</sup> avec 23 686 prisonniers, mais avec un

taux de 212 prisonniers pour 100 000 habitants.

En commentant les dispositions introduites par le nouveau code de procédure pénale, le ministre de la Justice et garde des Sceaux a mis en exergue la portée de cet arsenal juridique, en évoquant l'apparition d'un phénomène nouveau : le CTE (combattant terroriste étranger), mais surtout l'utilisation des TIC (technologies de l'information et de la communication) pour le recrutement, soutien et apologie du terrorisme.

Selon le ministre, ces lois s'inscrivent dans le souci d'adapter la législation de l'Algérie aux nouvelles dispositions internationales et de «renforcer les mécanismes de lutte contre la criminalité en vue de poursuivre la réforme de la justice et de consolider l'Etat de droit».

A. B.

## LE PROJET DE LOI LA RÉGISSANT EN DÉBAT À L'APN

## La profession de commissaire-priseur bientôt «mieux» réglementée

**Près d'une année après son dépôt sur le bureau de l'institution, le projet de loi portant organisation de la profession de commissaire-priseur est, depuis hier lundi, en débat à l'APN.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Ce qui est à relever de prime abord est que, malgré l'importance de ce texte qui régit une profession qui n'existe nulle part de par les sphères africaine et arabe, et son rôle dans l'économie et la justice, ils étaient peu, vraiment trop peu, les députés qui ont daigné se présenter à l'hémicycle parlementaire à tel point qu'il était aisé de les compter. Autres remarques qui n'ont pas échappé à certains parlementaires dont celui du FJD (Front pour la justice et le développement).

En effet, Lakhdar Benkhellaf n'a pas manqué de relever dans son intervention, d'abord le retard accusé dans la proposition à débat de ce projet de loi puisque, a-t-il expliqué, ce dernier a atterri au bureau de l'assemblée il y a près d'une année, le 9 juin 2015 plus précisément. Le député a, ensuite, fait remarquer que la commission des affaires juridiques,

administratives et des libertés de l'APN «ne s'est pas donné la peine d'expliquer les motifs de ce projet de loi, ne mentionnant ni les objectifs qui lui sont assignés encore moins les volets sur lesquels s'appuie ledit projet de loi». Ceci a contrario, a reconnu Benkhellaf, du texte du ministère de la Justice qui a, selon lui, «expliqué dans le détail ledit projet de loi».

Cela dit, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, a soutenu, dans son exposé, tout l'impératif de ce projet de loi à l'effet, a-t-il expliqué, «d'adapter la législation aux mutations de la société et aux nouveautés survenues sur les plans national et international». A plus forte raison que l'ordonnance 02-96 du 10 janvier 1996 en vigueur «ne répond plus aux besoins de la profession de commissaire-priseur», cet auxiliaire de la justice au même titre que l'avocat, l'huissier de justice et le



Photo : Samir Sid

notaire. Seulement, comme l'a d'ailleurs mentionné le député Benkhellaf, la profession de commissaire-priseur, foncièrement libérale, est «mal répartie sur le territoire national et n'obéit aucunement à la présence d'entités économiques et autres administrations».

Et de citer en exemple Hassi Messaoud qui abrite près de 500 entités économiques pour seulement

3 commissaires-priseurs. Des commissaires-priseurs «otages», selon le même député, de la «mafia des enchérisseurs» qui ont constitué un véritable «cartel» maîtrisant la majorité des enchères et «imposant leur logique au vu et au su des pouvoirs publics incapables d'agir contre ces lobbies qui mettent des pressions sur les enchérisseurs honnêtes».

M. K.